

## VETAGRO - SUP (Restaurant 2)

1 Rue Bourgelat  
69280 MARCY L'ETOILE



**Coordonnateur SPS : Georges Presle**

Téléphone : 06 16 87 45 24 Mail : g.presle@sudestprevention.com

Indice	Date	Modifications
Version initiale	05/11/2025	Phase réalisation

PGC SPS – N3	Dossier : L.25.09533	Indice : Version 01	Date : 05/11/2025	Page : 1/17
--------------	----------------------	---------------------	-------------------	-------------

# Sommaire

Suivant Article R4532-44 code du travail

<b>Préambule</b>	<b>4</b>
<b>1. Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable (R4532-44-1°)</b>	<b>5</b>
1.1. Présentation du projet	5
• 1.1.1. Description succincte du projet	5
• 1.1.2. Situation géographique	5
• 1.1.3. Description synthétique de l'environnement	5
• 1.1.4. Phasage des travaux et calendrier prévisionnel	5
• 1.1.5. Elaboration du PGC	5
• 1.1.6. Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, OPC,	6
• 1.1.7. Organismes institutionnels de la prévention	6
• 1.1.8. Liste des lots et entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage	6
<b>2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS (R4532-44-2°)</b>	<b>7</b>
2.1. Description de l'environnement et des servitudes	7
• 2.1.1. Par rapport aux établissements en activité ou aux ouvrages en exploitation	7
2.2. Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers	7
• 2.2.1. Amiante	7
• 2.2.2. Plomb	7
2.3. Planning	7
2.4. Accès au chantier	8
• 2.4.1. Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	8
2.5. Installations de chantier	8
• 2.5.1. Plan d'installation de chantier	8
• 2.5.2. Clôtures	9
• 2.5.3. Dimensionnement des cantonnements	9
2.6. Autorisations administratives et démarches diverses	9
<b>3. Mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent concernant, notamment (R4532-44-3°)</b>	<b>10</b>
3.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	10
• 3.1.1. Généralités	10
• 3.1.2. Circulations des véhicules	10
3.2. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles	10
• 3.2.1. Vérification des appareils et des accessoires de levage	10
• 3.2.2. Grues mobiles	10
3.3. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	10
• 3.3.1. Approvisionnements	11
3.4. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	11
• 3.4.1. Evacuation des déchets	11
3.5. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	11
• 3.5.1. Matières et substances dangereuses	11

PGC SPS – N3	Dossier : L.25.09533	Indice : Version 01	Date : 05/11/2025	Page : 2/17
--------------	----------------------	---------------------	-------------------	-------------

• 3.5.2. Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	11
3.6. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	12
• 3.6.1. Protections collectives.....	12
• 3.6.2. Installation électrique de chantier.....	12
• 3.6.3. Travail en hauteur.....	12
3.7. Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	12
<b>4. Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier (R4532-44-4°) .....</b>	<b>13</b>
4.1. Respect des contraintes du site .....	13
• 4.1.1. Horaires de chantier imposés .....	13
• 4.1.2. Horaires et contraintes de livraisons.....	13
4.2. Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	13
<b>5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant (R4532-44-5°).....</b>	<b>14</b>
5.1. Nettoyage du chantier.....	14
5.2. Nettoyage et entretien des cantonnements.....	14
<b>6. Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière (R4532-44-6°) .....</b>	<b>15</b>
6.1. Premiers secours aux blessés.....	15
6.2. Moyen d'évacuation sur le chantier.....	15
6.3. Risque incendie .....	15
<b>7. Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants (R4532-44-7°) .....</b>	<b>16</b>
7.1. Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	16
7.2. Inspection commune.....	16
7.3. Etablissement d'un PPSPS .....	16
7.4. Sous-traitant - Travailleurs Indépendants.....	16
<b>8. Annexes .....</b>	<b>17</b>
Fiche d'affichage d'urgence.....	17

## Préambule

« L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Le présent document définit, au titre de la coordination de sécurité et de protection de la santé :

- ✓ L'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant des interférences des différentes entreprises intervenant sur le chantier,
- ✓ L'ensemble des mesures propres à prévenir les risques générés par l'environnement (bâti, terrain..., activités, publics, ...) sur les différentes entreprises intervenant sur le chantier.

Les mesures sont des dispositions minimales à respecter par les entreprises, mais pourront, le cas échéant, et ce dans le cadre de la réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

Les entreprises titulaires des contrats de travaux conclus avec le maître d'ouvrage sont tenues de communiquer le présent PGC à leurs sous-traitants et/ou cotraitants.

Le PGC est conservé pendant une durée de 5 ans à réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage.

PGC SPS – N3	Dossier : L.25.09533	Indice : Version 01	Date : 05/11/2025	Page : 4/17
--------------	----------------------	---------------------	-------------------	-------------

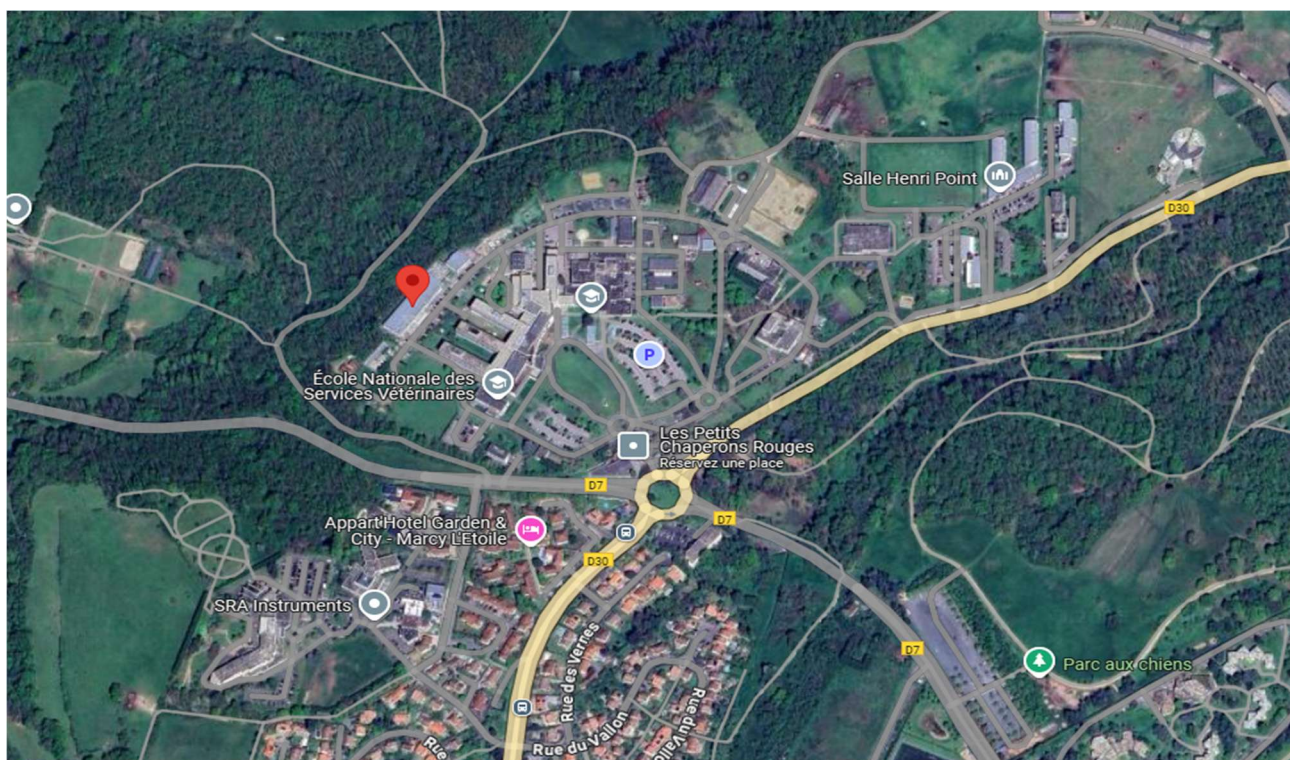
# 1. Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable (R4532-44-1°)

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Description succincte du projet

Petit cloisonnements dans le bâtiment central

### 1.1.2. Situation géographique



### 1.1.3. Description synthétique de l'environnement

Travaux en site occupé, coactivité avec des tiers

### 1.1.4. Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux seront réalisés en une seule phase d'une durée de 3 mois.

### 1.1.5. Elaboration du PGC

Le plan général de coordination initial (indice 01) est élaboré pour intégration au dossier de consultation des entreprises.

PGC SPS – N3	Dossier : L.25.09533	Indice : Version 01	Date : 05/11/2025	Page : 5/17
--------------	----------------------	---------------------	-------------------	-------------



## Intervenants concernés par l'opération


### 1.1.6. Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, OPC, ...

Désignation	Raison sociale Adresse	Représentant	Fixe Portable Courriel
Maître d'ouvrage	<b>VETAGRO -SUP</b> 1 Avenue Bourgelat 69280 MARCY L'ETOILE	Monsieur WORME GIRARD Martine	06 67 49 58 25 Martine.worme_girard@vetagro-sup.fr

Désignation	Raison sociale Adresse	Représentant	Fixe Portable Courriel
Architecte	<b>TABULA RASA - ARCHITECTURE</b> 6 Rue Emile Zola 69002 LYON	Madame FAURE Charlay	06 76 51 89 38 c.faure@tabularasa-architecte.fr

Désignation	Raison sociale Adresse	Représentant	Fixe Portable Courriel
Coordonnateur SPS	<b>SUD EST PREVENTION</b> 17 Chemin Louis Chirpaz 69130 Ecully	Monsieur PRESLE Georges	04 72 19 21 30 06 16 87 45 24 g.presle@sudestprevention.com

### 1.1.7. Organismes institutionnels de la prévention

Désignation	Raison sociale Adresse	Téléphone
 Les DREETS	8-10 Rue du Nord 69100 Villeurbanne	04 72 65 58 10
 OPPBTP La prévention BTP	45 Avenue Leclerc 69007 Lyon	04 78 37 36 02
 Carsat Retraite & Santé au travail	26 Rue D'Aubigny 69003 Lyon	04 72 91 96 96

### 1.1.8. Liste des lots et entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage

N° de lot	Nom du lot
01	Désamiantage
02	Démolition - Plâtrerie - Peinture - Plafond - Men - Int - Bois
03	Chauffage - Ventilation - Plomberie
04	Electricité

PGC SPS – N3	Dossier : L.25.09533	Indice : Version 01	Date : 05/11/2025	Page : 6/17
--------------	----------------------	---------------------	-------------------	-------------

## 2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS (R4532-44-2°)

### 2.1. Description de l'environnement et des servitudes

2.1.1. Par rapport aux établissements en activité ou aux ouvrages en exploitation

Etablissement en activité, coactivité avec des tiers.

Toutes les entreprises intervenant sur le site devront obligatoirement :

- 1) Passer par le poste de garde pour s'identifier, s'inscrire et prendre un badge.
- 2) Passer par le poste de garde pour rendre le badge après intervention.

### 2.2. Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers

2.2.1. Amiante

Le diagnostic Amiante avant travaux : réalisé il mentionne la présence de matériaux amianté.

2.2.2. Plomb

Sans objet

### 2.3. Planning

Description de la mesure	Réalisé par
Le planning d'exécution des travaux définira de manières précises les différentes phases (sécurisation/curage rouge) et zones de travaux (bâtiment/étages). Les interventions des différentes entreprises seront réalisées de manière successive dans une même zone.	Maître d'Œuvre
Le planning de réalisation des travaux sera établi au démarrage du chantier et fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état. Les risques d'interférence entre entreprises seront minimisés : En organisant des interventions successives par zones, En facilitant les interventions en termes de flux (matériel, matériaux), et de mutualisation des moyens.	Maître d'Œuvre
Il sera diffusé à l'ensemble des intervenants et devra prendre en compte les objectifs de mise en commun de moyens et de de gestion des coactivités énoncés dans le présent PGC.	Maître d'Œuvre


## 2.4. Accès au chantier

Etablissement en activité, coactivité avec des tiers.

Toutes les entreprises intervenant sur le site devront obligatoirement :

- 1) Passer par le poste de garde pour s'identifier, s'inscrire et prendre un badge.
- 2) Passer par le poste de garde pour rendre le badge après intervention.

### 2.4.1. Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Description de la mesure	Réalisé par
Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.	Toutes les entreprises
Par ailleurs, tout salarié qui travaille sur le chantier doit détenir sur lui la carte d'identification professionnelle BTP.	
	
Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.	

## 2.5. Installations de chantier

### 2.5.1. Plan d'installation de chantier

Description de la mesure	Réalisé par
Le plan guide d'installation de chantier, établi en concertation avec le CSPS lors de la phase conception, sera joint au DCE pour donner les indications aux entreprises du schéma d'organisation à suivre.	Maitre d'œuvre



### 2.5.2. Clôtures

Description de la mesure	Réalisé par
<p><u>Phase travaux:</u>  l'entreprise titulaire auront à leur charge la mise en place et l'entretien de la clôture périphérique de chantier.  Cette clôture sera de type : panneaux grillagés/panneaux bardés, d'au moins 2 m de hauteur, qui devront être liaisonnés les uns aux autres, lestés au sol et contreventés.  Des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront affichés au droit des accès</p>	TCE

### 2.5.3. Dimensionnement des cantonnements

La MO mettra à disposition ces infrastructure.

Coté sanitaire	Coté vestiaire	Coté réfectoire
<p>Lavabos :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo</li> <li>- WC : 1 cabinet et 1 urinoir</li> </ul>		-

## 2.6. Autorisations administratives et démarches diverses

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées par la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Sans objet
Envoi du PPSPS à :	CSPS	TCE
Autorisation d'installation de grue à tour	Services techniques de la commune	TCE
Arrêté de Restriction de Circulation	Services techniques de la commune	TCE

S'agissant d'obligations administratives propres aux entreprises, il ne sera pas réalisé de vérification par le coordonnateur SPS

### 3. Mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent concernant, notamment (R4532-44-3°)

#### 3.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales

##### 3.1.1. Généralités

L'ensemble des circulations devra être maintenu dégagé de tous stockage afin de rester parfaitement circulaire en tout temps.

##### 3.1.2. Circulations des véhicules

Description de la mesure	Réalisé par
Un homme trafic sera prévu à l'entrée du chantier pendant toute la durée des travaux afin de réguler les accès au chantier	TCE

#### 3.2. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

##### 3.2.1. Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

##### 3.2.2. Grues mobiles

Description de la mesure	Réalisé par
Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences et sans prévenance du maitre d'ouvrage & du maitre d'œuvre.	Tous corps d'état

#### 3.3. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux

Description de la mesure	Réalisé par
Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés : - aux entrées du bâtiment - sur les circulations intérieures et extérieures	TCE

### 3.3.1. Approvisionnements

Les matériels et matériaux devront, autant que faire se peut, être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

## 3.4. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

### 3.4.1. Evacuation des déchets

Description de la mesure	Réalisé par
Il n'est pas prévu de mise à disposition de benne sur le chantier. Néanmoins, chaque entreprise est libre de s'en faire livrer une après demande au maître d'œuvre (emplacement, planning de livraison, ...).	Tous corps d'état
Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement l'évacuation de ses déchets vers les bennes de chantier.	Tous corps d'état

## 3.5. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux

### 3.5.1. Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

### 3.5.2. Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Description de la mesure	Réalisé par
L'entreprise réalisera son intervention conformément à son plan de retrait après validation de ce dernier par les organismes de prévention.	Lot Désamiantage
L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées et en l'absence de toute coactivité.	
Les zones de stockage de déchets Amiante seront délimitées par une clôture (fermée avec cadenas) comportant l'affichage Amiante réglementaire, une protection au sol ainsi qu'une protection contre les UV et les intempéries.	
Outres les mesures de prélèvement atmosphérique réglementaires, l'entreprise réalisera un PV de fin de chantier Amiante qu'elle transmettra au MOE et au CSPS.	

### 3.6. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

#### 3.6.1. Protections collectives

Description de la mesure	Réalisé par
Démolition	
Les travaux de démolition ne pourront commencer qu'après réception des PV de consignation des réseaux.	Maitre d'ouvrage Lot

#### 3.6.2. Installation électrique de chantier

Description de la mesure	Réalisé par
Depuis le tableau général de chantier, la distribution intérieure de chaque bâtiment se fera par des coffrets fixés au mur et équipés de PC en nombre suffisant avec protection 30mA. Ces derniers ne devront pas être distants de plus de 25 ml de tout point de chaque niveau de chaque bâtiment.	Lot Electricité

#### 3.6.3. Travail en hauteur

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement réglementaire.

Organisation concernée	Description de la mesure	Réalisé par
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un matériel (échafaudage/nacelle)	Dans le cas d'une utilisation partagée d'un matériel, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	Tout corps d'état

### 3.7. Mesures prises en matière d'interactions sur le site

Description de la mesure	Réalisé par
Les outils générant de la poussières (ponçage/découpe/sciage) seront pourvu d'un dispositif d'aspiration à la source ou à minima d'un système de récupération des poussières.	Toutes les entreprises

## **4. Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier (R4532-44-4°)**

### **4.1. Respect des contraintes du site**

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux occupés et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

#### **4.1.1. Horaires de chantier imposés**

Les horaires d'ouverture des chantiers pour les jours ouvrés du lundi au vendredi seront précisés lors de la réunion zéro.

#### **4.1.2. Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

### **4.2. Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

PGC SPS – N3	Dossier : L.25.09533	Indice : Version 01	Date : 05/11/2025	Page : 13/17
--------------	----------------------	---------------------	-------------------	--------------

## 5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant (R4532-44-5°)

### 5.1. Nettoyage du chantier

Description de la mesure	Réalisé par
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien.	Tout corps d'état
Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tout corps d'état
En cas de non-respect de la propreté du chantier, le CSPS pourra demander au maitre d'œuvre de faire intervenir une entreprise extérieure pour réaliser le nettoyage du chantier, aux frais des entreprises défaillantes	Maitre d'œuvre

### 5.2. Nettoyage et entretien des cantonnements

Description de la mesure	Réalisé par
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène.	Sans objet
Fourniture des consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette, ...)	Sans objet



## 6. Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière (R4532-44-6°)

### 6.1. Premiers secours aux blessés

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

Selon la gravité de la blessure d'un accidenté, le SST présent jugera, en fonction de son expérience et de ses compétences, de la nature des premiers secours à porter.

Dans tous les cas nous rappelons qu'il faut dans l'ordre :

**PROTEGER – EXAMINER – ALERTE – SECOURIR**

Pour les blessures bénignes, une trousse de premier secours mise à disposition par le lot ... , sera disponible dans la salle de réunion



### 6.2. Moyen d'évacuation sur le chantier

« L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours.

### 6.3. Risque incendie

Les travaux suivants devront être réalisés en présence d'extincteurs sur le poste de travail :

- Travaux de soudage ;
- Utilisation de produits inflammables (peintures...).

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



## 7. Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants (R4532-44-7°)

### 7.1. Entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Modalités pratiques de coopération	Réalisé par
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS.</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux.</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage

### 7.2. Inspection commune

Toute entreprise, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier, doit procéder à une visite d'inspection commune avec le CSPS.

Modalités pratiques de coopération	Réalisé par
L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour son inspection commune au plus tard <b>deux semaines</b> avant son intervention sur le site. Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de l'inspection commune prise d'un commun accord.	Toutes les entreprises (titulaire et sous-traitante)

### 7.3. Etablissement d'un PPSPS

Modalités pratiques de coopération	Réalisé par
Les entreprises doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), après réalisation de leur inspection commune et avant toute intervention sur le chantier.	Toutes les entreprises
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants son PPSPS à jour.	

### 7.4. Sous-traitant - Travailleurs Indépendants

Modalités pratiques de coopération	Réalisé par
Les sous-traitants et travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier.	Sous-traitants agréés Travailleurs indépendants
Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	

## 8. Annexes

### Fiche d'affichage d'urgence



# En cas d'urgence

Rassembler les informations à indiquer à votre interlocuteur en lien avec le sauveteur secouriste du travail (SST).

#### 1 La nature de l'urgence\*

#### 2 Informations du chantier

Nom du chantier :  Téléphone :

Adresse :

Code postal :  Ville :

#### 3 Le point de rendez-vous Par exemple : une personne à l'entrée vous guidera.

#### 4 L'appel des secours

15  
Samu

18  
Pompiers

17  
Police secours

112  
Centre d'appels secours

<b>* Les bonnes informations sur la nature de l'urgence</b>	
<b>Les circonstances de l'urgence : description et risques possibles</b> <i>Par exemple : chute d'un toit, chute dans une fosse, explosion, ensevelissement, heurt ou collision avec un véhicule...</i>	
<b>Les difficultés d'accès et de dégagement</b> <i>Par exemple : blessé(s) sur le toit, risque d'éboulement, risque d'incendie...</i>	
<b>Le nombre de victimes et leur état</b> <i>Par exemple : deux ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.</i>	
<b>L'intervention éventuelle du secouriste</b> <i>Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...</i>	
<b>L'écoute des consignes du centre d'appel d'urgence</b> <i>Ne raccrochez jamais le premier.</i>	

Ref : AI A 03 23



SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail

OPPBTP



preventionbtp.fr

